ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1619 – 23 juillet 1999 – prix : 9F

Total, Elf, Rhône-Poulenc, Hoechst...

rachats et fusions en tout genre

LEURS MILLIARDS DOIVENT SERVIR À CRÉER DES EMPLOIS

M 6189 - 1619 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Seconde loi des 35 heures: le gouvernement veut braquer l'UNEDIC et la Sécu

5 – Fusion Elf-Total: emplois détruits, profits en plus

– Aubry et la loi Veil: paroles, paroles!

8 – Les «sciences de la vie» et les chimistes du génocide

Tribune

4 – Face à la révolte des jeunes, le front commun des mollahs

Dans le monde

6 – Kosovo: un protectorat militaro-humanitaire

– Irak: sous le talon de fer de l'impérialisme

7– Russie: les milliards des parasites, leurs victimes par millions

– Belgique: on change d'équipe gouvernementale et on recommence!

Dans les entreprises

8 – Aventis… les profits

9 – Snecma: le personnel rejette la RTT mode direction

– Lever Haubourdin (Lille)

– Grève des marins du Fresnel (Port de Dunkerque)

10 – Peugeot Poissy: la CSL se dissout et rejoint FO

Lire

11 – *Abdelkrim*: la guerre du Rif

– *La pacification*: la guerre d'Algérie

12 **Les militants de Lutte Ouvrière dans votre ville**

IL Y A TRENTE ANS, ON A MARCHÉ SUR LA LUNE

Dans la nuit du 20 au 21 juillet 1969, deux hommes, Niel Armstrong et Edwin Aldrin, foulaient pour la première fois le sol lunaire. L'événement était retransmis en direct à des centaines de millions de téléspectateurs qui purent suivre ainsi durant de longues heures émouvantes l'approche, «l'alunissage» du module lunaire, puis les premiers pas des deux cosmonautes.

«*Un petit pas pour l'homme, un bond de géant pour l'humanité*», déclarait Niel Armstrong en posant le pied sur le sol lunaire. Et en effet, c'était là un exploit technique formidable, dû au progrès scientifique et aussi au courage de ces hommes qui n'avaient pas hésité à se lancer ainsi dans l'espace à une distance encore jamais atteinte par un être humain. Un exploit qui montrait une nouvelle fois les possibilités immenses offertes par la science à l'humanité.

Mais, tout en promettant ainsi la lune à des millions d'individus, les dirigeants de l'impérialisme américain poursuivaient d'autres buts. En effet, cette opération était aussi le résultat de la compétition militaire qui existait entre les USA et l'URSS. En pleine période de «guerre froide», à la fin des années 50, l'URSS avait surpris le monde: le 4 octobre 1957, les Soviétiques lançaient le premier satellite artificiel de la Terre; le 12 avril 1961, ils plaçaient en orbite le premier homme, Youri Gagarine; et, après avoir envoyé les premières sondes vers la Lune, ils prenaient les photos de sa face cachée.

Cette succession d'exploits sembla montrer que les Soviétiques avaient acquis sur les Etats-Unis une réelle avance scientifique et militaire. L'impérialisme américain ne pouvait tolérer une telle situation et, en réponse au vol de Youri Gagarine, Kennedy décidait de lancer les USA dans la conquête de la Lune.

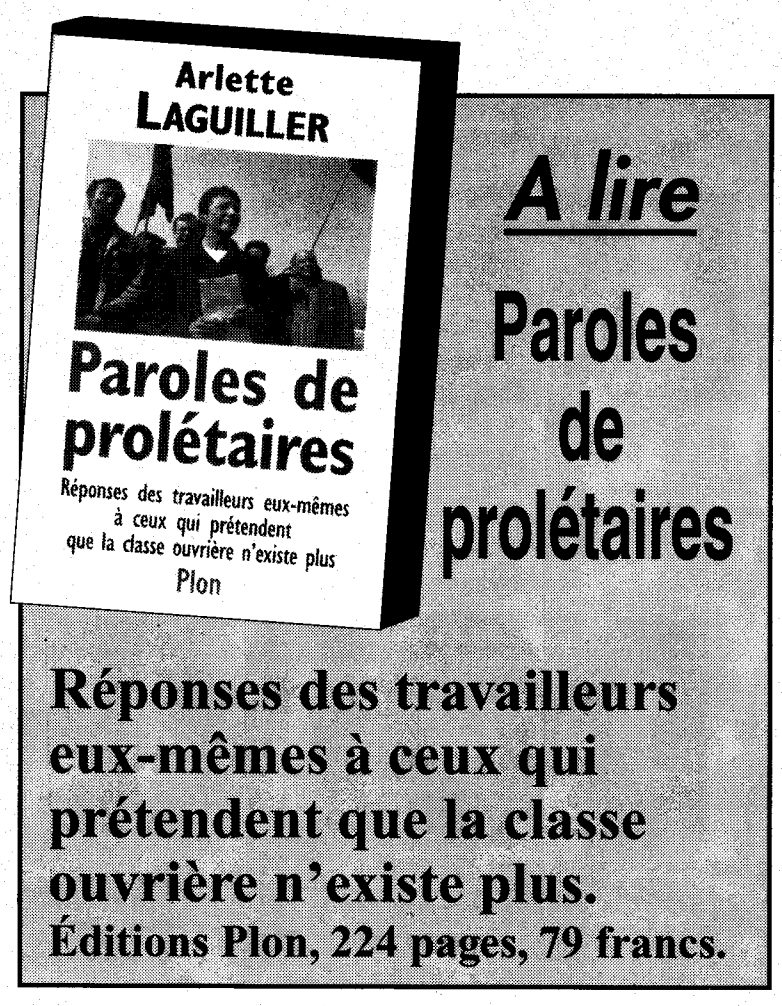
Le gouvernement américain n'a pas lésiné sur les moyens pour retrouver la suprématie. En huit ans, le programme Apollo coûta 25 milliards de dollars. En 1965, 410 000 personnes furent associées à sa réalisation.

Ce sont bien sûr des chiffres importants, mais ce budget était bien moins important que celui que l'Etat américain consacrait à la guerre du Vietnam. Plus de 26 milliards de dollars – plus que le coût total de l'opération Apollo – pour la seule année 1969. Pendant qu'Armstrong foulait le sol lunaire, 475 000 soldats américains accompagnés de centaines de bombardiers ravageaient un pays entier, massacrant des millions d'individus au nom de la «démocratie».

Depuis les quelques pas d'Armstrong sur la Lune, les programmes spatiaux ont connu des hauts et des bas, sans que l'on retrouve des projets aussi grandioses. Il y a bien eu la navette spatiale américaine et quelques missions scientifiques importantes: le télescope Hubble mis en orbite autour de la Terre, l'envoi sur la planète Mars de la sonde Pathfinder et son petit robot Sojourner en juillet 1997. Mais l'essentiel de l'activité est dirigé d'abord vers ce qui peut être rentable. Avec un tel objectif, ce que certains nomment encore la conquête spatiale est surtout cantonné dans les opérations commerciales avec cahier de charges et calculs de rentabilité.

Dans le domaine de l'espace comme dans bien d'autres, l'humanité est capable d'immenses progrès. Mais, pour ce faire, encore faudrait-il la débarrasser de toutes les entraves que met au progrès la gestion capitaliste. Seul un «bond de géant» dans le domaine social, qui débarrasserait la société de toutes les formes d'exploitation, qui mettrait en commun les richesses, les techniques, les intelligences et toutes les potentialités humaines, permettrait à l'homme de décrocher la lune, et bien d'autres choses encore.

Paul BARRAL



LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

internet : http://www.worldnet.fr/~lo-uci e-mail : lo-uci@worldnet.fr

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13 200 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

S'ILS ONT DES RAISONS D'ÊTRE SATISFAITS, C'EST QUE NOUS N'EN AVONS AUCUNE

Chirac, répondant aux déclarations récentes de certains leaders de la droite, a déclaré qu'il ne remettrait pas en cause le septennat, et que la cohabitation continuerait donc jusqu'en 2002.

Cette affirmation chagrinera sans doute un certain nombre d'hommes politiques de l'UDF et du RPR. Ce n'est pas qu'ils tiennent à une présidentielle ou à des législatives trop rapprochées, car ils ne sont pas encore en situation de les gagner. Leur problème est qu'ils aimeraient bien que la droite retrouve son unité derrière un président de la République plus critique envers Jospin et qui fasse entendre une différence.

Mais Chirac, en tant que garant des intérêts de la bourgeoisie française, est bien placé pour constater que la cohabitation marche au mieux des intérêts des possédants, et qu'il n'y a pas lieu d'empêcher le gouvernement de fonctionner. Si celui-ci n'y arrive plus de lui-même, la gauche perdra les élections le moment venu, et Chirac n'a pas envie de les hâter artificiellement et prématurément à nouveau.

Sur le plan de la politique internationale, l'intervention militaire au Kosovo par exemple, le président de la République et son Premier ministre ont défendu exactement la même politique. En politique intérieure, le gouvernement Jospin applique pratiquement la même politique que celle qui avait valu à Juppé son impopularité. Les suppressions d'emplois, baptisées pudiquement plans « sociaux », sont aussi nombreuses que par le passé. Le gouvernement Jospin, comme son prédécesseur, continue à distribuer des cadeaux aux grandes entreprises, sous le fallacieux prétexte, démenti à chaque fois, d'aider à la création d'emplois. Le Premier ministre socialiste a plus privatisé d'entreprises publiques en deux ans que Balladur et Juppé en quatre. La fiscalité est toujours aussi favorable aux plus riches, et même aux moyennement riches, par rapport aux salariés qui se trouvent en bas de l'échelle, ou même au milieu. De nouvelles attaques se préparent contre les retraites, contre la Sécurité sociale, qui ne feront que diminuer encore le niveau de vie des travailleurs. Bref, avec Jospin comme avec ses prédécesseurs, les riches sont toujours plus riches et les pauvres plus nombreux.

Martine Aubry a certes envisagé de libéraliser un peu plus la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse, mais en laissant complètement de côté le principal problème : doter les hôpitaux de crédits, de personnel suffisants pour que les femmes qui sont dans la nécessité de mettre un terme à une grossesse non désirée puissent le faire sans difficulté. Les femmes, les travailleurs, ont droit à quelques bonnes paroles. Mais les finances publiques sont mises au service des grandes sociétés capitalistes.

Pour celles-ci, tout va bien… même si elles sont souvent engagées, comme Elf et Total, dans une guerre à coups de milliards pour savoir laquelle mangera l'autre – ce qui prouve au moins que ce n'est pas l'argent qui leur manque – et avec à la clef, comme toujours, quel que soit le gagnant de ce genre d'épreuve de force, des milliers d'emplois supprimés.

Alors on comprend que Chirac trouve que le système fonctionne bien et ne voie pas de raison de se dépêcher de modifier l'état de chose existant.

Mais nous, les travailleurs, n'avons au contraire aucune raison d'être satisfaits. Et si nous ne voulons pas assister à de nouvelles attaques contre notre niveau de vie, comme contre nos conditions de travail, il nous faudra bien faire entendre notre mécontentement et imposer la mise en œuvre d'une autre politique.

Cela demandera des efforts, voire des sacrifices ? Peut-être. Mais pas plus que ceux que nous imposent depuis des années les gouvernements successifs et le patronat, sans que nous en tirions aucun bénéfice.

Alors, puisque nous voici au temps des vacances, profitons-en pour nous préparer à défendre, à la rentrée, les intérêts légitimes de tous ceux qui vivent de leur travail.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

FACE À LA RÉVOLTE DES JEUNES, LE FRONT COMMUN DES MOLLAHS

Les manifestations étudiantes, malgré la répression, se sont étendues à la plupart des villes universitaires et se sont prolongées pendant six jours. Elles sont, depuis longue date, la première secousse sociale importante de ce régime islamiste iranien qui, après le renversement de la dictature du Shah il y a vingt ans, avait fait à nouveau retomber une chape de plomb sur le pays.

Du côté de la bourgeoisie iranienne elle-même, des hommes d'affaires à l'intelligentsia – celle qui n'a pas émigré et s'est adaptée au régime des mollahs – la dictature religieuse est depuis quelque temps quasi-ouvertement contestée par certains. Le pouvoir instauré par Khomeiny avait sauvé la bourgeoisie iranienne de la grande peur des possédants face aux émeutes populaires qui avaient permis le renversement du Shah. Cette bourgeoisie a moins de raisons aujourd'hui d'en accepter les contraintes, d'autant moins que la démagogie populiste et nationaliste des dirigeants religieux ne facilite pas la reprise des investissements étrangers en Iran, ni celle des relations avec les Etats-Unis.

Toute la presse occidentale vante les mérites du nouveau président de la république iranienne, Khatami, élu en mai 1997 contre le candidat officiel des religieux. Khatami serait le représentant de cette bourgeoisie d'affaires dite « moderniste », l'homme de l'ouverture libérale du régime, l'homme par lequel le régime iranien pourrait redevenir fréquentable… et les investissements directs dans les champs de pétroles iraniens se multiplier. Il est vrai qu'Elf, Total ou un consortium pétrolier anglo-canadien y ont déjà signé des contrats d'exploitation. Mais les trusts pétroliers américains rongent leur frein et redoutent de prendre du retard dans la course, à cause du maintien par leur gouvernement de l'embargo frappant le pays.

Encensé par les Occidentaux, le président iranien soulève-t-il beaucoup d'illusions dans la population iranienne ? Ou même simplement parmi les étudiants en colère ? Difficile de le dire vu d'ici. En tout cas, si la révolte étudiante a éclaté à la suite de l'interdiction d'un quotidien favorable au président, il à suffi que cette révolte prenne une certaine ampleur pour que tout devienne clair et que le président Khatami fasse front commun avec son concurrent direct, le « guide et chef religieux de la république », Khamenei, pour dénoncer la poursuite des manifestations étudiantes comme des « *déviations qui doivent être réprimées avec force* ».

Après les attaques dont les étudiants ont été victimes de la part, non seulement de la police, mais aussi des bandes de nervis du régime islamiste, et après la contre-manifestation organisée par le régime, la vague étudiante semble pour l'instant stoppée. La crainte du pouvoir, autant celle de Khatami que de Khamenei, est que la révolte étudiante ouvre la porte a d'autres plus profondes et plus dangereuses, celle de la jeunesse des quartiers pauvres, celle de la classe ouvrière. Car la classe ouvrière iranienne, longtemps jugulée par la dictature islamiste, a recommencé ces derniers temps à se manifester, elle aussi. Et pas plus tard que le 1er mai dernier ou les manifestations ouvrières ont eu lieu, malgré l'interdiction.

Il y a 20 ans, la dictature du Shah – qui tenait depuis des années, avec le soutien des Etats-Unis, par des répressions sanglantes et par la terreur que faisait régner sa police politique, la Savak – avait été renversée. Mais les dirigeants intégristes chiites l'avaient aussitôt remplacée par une nouvelle dictature. Non seulement le fait d'avoir été eux aussi victimes de la répression du Shah leur donnait une auréole, mais la démagogie anti-américaine qu'ils professaient avaient fait illusion. Les autres opposants au régime du Shah, ceux qui se réclamaient d'une étiquette socialiste ou communiste – communistes officiels ou ex-maoïstes – leur avaient apporté leur soutien, au moins au début, renforçant ainsi le crédit de Khomeyni et de ses mollahs. La classe ouvrière dont les grèves, notamment dans l'industrie du pétrole, avaient été pour beaucoup dans le renversement du régime du Shah, n'était pour eux qu'une masse de manœuvre ; et ils s'étaient de fait rangés, au nom de l'unité contre le Shah et les USA, derrière les islamistes, avant d'être écartés puis physiquement éliminés par ces derniers.

On ne peut pas savoir d'avance si la révolte étudiante de ce début juillet va rebondir à court terme, ou si elle n'aura été qu'un premier coup de semonce au régime que la répression endiguera pour toute une période. 1 400 étudiants auraient été arrêtés. Le régime annonce un « *grand nettoyage* », en même temps que son chef suprême, l'ayatollah Khamenei, réactive, en guise d'alibi, la démagogie anti-américaine. Mais ce régime n'a plus aujourd'hui le même monolithisme ni le même élan qu'il y a quelques années. Et la jeunesse étudiante a montré que cette dictature, malgré sa police politique et son appareil de répression employant les mêmes méthodes d'assassinat et de torture que l'ancienne Savak, directement hérité de celui du Shah, auquel se sont adjointes les milices islamistes, peut-être bravée. Il est à souhaiter que la révolte étudiante ne soit qu'un début, que par delà la répression elle en encouragera bien d'autres à la lutte, en premier lieu dans la population pauvre, dans la classe ouvrière dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader.

En revanche on voit déjà comment, au nom de l'ouverture à la démocratie bourgeoise occidentale cette fois, les opposant officiels au régime pourraient s'efforcer de tromper les masses. Mais si parmi ces milliers de jeunes qui ont pris le risque d'être battus, tués, ou de connaître des années de prison pour affronter un régime qu'ils abhorrent, il se dessine une fraction, même petite, prête à tirer les leçons non seulement des tous derniers événements et de l'attitude des « réformateurs » du régime, mais aussi de l'histoire de l'Iran d'il y a vingt ans, qui prenne conscience de la nécessité de se tourner vers la classe ouvrière, numériquement importante en Iran, alors oui l'espoir peut renaître. Celui de mettre vraiment fin à la dictature, pas de remplacer une clique de mollahs par une autre, de choisir entre des religieux réactionnaires et repliés sur leurs frontières, et des religieux pro-occidentaux, tout autant défenseurs de l'inégalité sociale et tout autant hostiles les uns ou les autres à toute démocratisation dont pourraient s'emparer les plus pauvres.

Olivier BELIN

Le numéro 4 de juillet-août de Convergences révolutionnaires, revue éditée par la tendance Révolution ! de la LCR et la fraction L'Étincelle de LO, est paru. Au sommaire : « *Après les élections, quelle politique pour l'alliance LO-LCR ?* » ; un dossier sur le travail précaire ; des articles sur la seconde loi Aubry, les prétendues 35 heures à la SNCF, le bilan dramatique de la guerre en ex-Yougoslavie.
Prix du numéro, 10 F. Abonnement – 6 numéros : 60 F.
Abonnement de soutien : 100 F. Transmettre en écrivant au journal.

Leur société

Seconde loi des 35 heures

LE GOUVERNEMENT VEUT BRAQUER L'UNEDIC ET LA SÉCU

Après l'Unedic et la Caisse d'allocations familiales, la Caisse d'assurance maladie vient de rejeter le projet de seconde loi sur les 35 heures.

La seconde loi Aubry prévoit en effet de faire financer les allégements de charges sociales offerts au patronat par les organismes de protection sociale. L'Unedic devrait en payer la moitié, la Sécurité sociale, le tiers, et le gouvernement le sixième restant. Et la somme n'est pas mince. A raison de 4 000 à 5 000 F d'aide par an et par salarié pour les entreprises qui auront effectivement abaissé leur temps de travail à 35 heures, l'addition se montera à 40 milliards de francs d'ici 2003.

Le raisonnement du gouvernement est simple : puisque les 35 heures doivent relancer l'emploi, le nombre de cotisants augmentera, donc les caisses pourront payer. Très simple… et absolument pas convaincant, pour ne pas dire qu'il s'agit d'une escroquerie pure et simple !

La loi sur les 35 heures ne crée en effet pas ou peu d'emplois. Martine Aubry elle-même a chiffré le bilan de sa première loi, au bout de six mois, à « *75 000 emplois créés ou conservés* ». Non seulement le chiffre est dérisoire par rapport aux 3,5 millions de chômeurs officiellement recensés mais c'est un aveu que la loi sert essentiellement à « aider » des entreprises à licencier moins que prévu. Comme par ailleurs, les suppressions d'emplois, en particulier dans de grosses sociétés, continuent à se multiplier, les caisses de la Sécu ne sont pas près d'être renflouées.

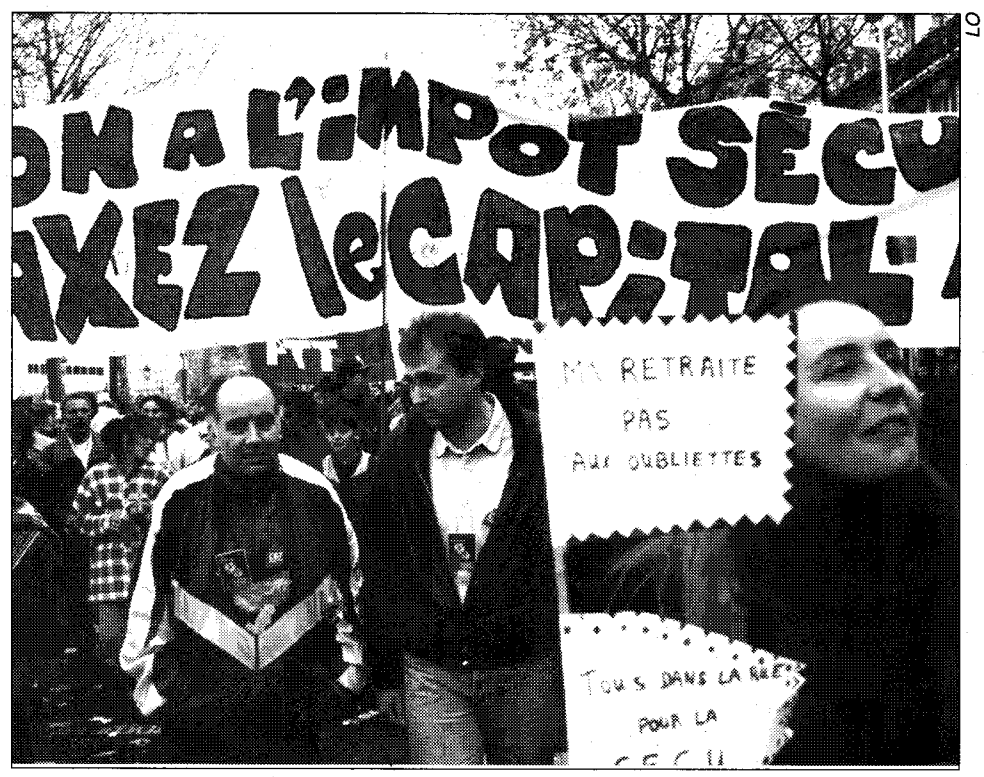
Le gouvernement lui-même se plaint sans cesse du déficit chronique de la Sécurité sociale, en particulier du régime d'assurance maladie, qui se chiffrait en juin à 12 milliards et qui, paraît-il, pourrait atteindre les 20 milliards.

Cela ne l'empêche pas de vouloir détourner l'argent des caisses en question vers celles du patronat. Et comme il faudra, bien sûr, combler le «trou» de la Sécu, il a prévu un plan d'économies draconien aux dépens des assurés, dont une bonne partie se soigne de plus en plus mal, et des hôpitaux publics, où le manque de matériel et de personnel est de plus en plus criant.

Ce plan qui prévoit de faire payer les travailleurs est une manne pour les patrons. Ce n'est pas nouveau. Mais la seconde loi Aubry en rajoute, avec cynisme. Non seulement les salariés paieront cette loi par la détérioration de leurs conditions de vie et de travail, mais ils la paieront en tant que contribuables : la suppression de la surtaxe sur l'impôt sur les sociétés, avant l'institution d'une nouvelle contribution, sera, pour l'an 2000, un cadeau de 12 milliards aux entreprises, aux dépens des rentrées fiscales de l'Etat.

Ils la paieront aussi en tant qu'assurés sociaux. Tout cela pour permettre au patronat d'empocher des aides et pour lui permettre de continuer à licencier.

Sylvie MARÉCHAL



LO

Surenchère dans la fusion Elf-Total :

ENCORE DES EMPLOIS DÉTRUITS POUR QUELQUES MILLIARDS DE PLUS

AFP

Philippe Jaffré, président d'Elf-Aquitaine, annonçant les 2000 suppressions d'emplois prévues en France à l'occasion de la fusion Elf-Total.

Il y a quinze jours, le groupe pétrolier franco-belge TotalFina a lancé une OPE (offre publique d'échange d'actions) sur le groupe pétrolier français Elf.

Il appâtait les actionnaires d'Elf en proposant de leur échanger leurs actions Elf à une valeur 20 % au-dessus du cours en Bourse.

Lundi 19 juillet, le PDG d'Elf a riposté par une OPE en sens inverse, proposant aux actionnaires de TotalFina une prime de 10 % au-dessus des derniers cours. Elf est prêt à consacrer 300 milliards de francs – et à en sortir 85 milliards «cash» – pour prendre la direction du futur groupe, qui serait le quatrième trust pétrolier mondial et «pèserait» plus de 600 milliards de francs.

Le PDG de TotalFina a répliqué qu'Elf reconnaissait enfin «*l'intérêt du rapprochement des deux groupes pétroliers*».

Bref, concurrents et complices. Car, bien au-delà de la guerre des chefs pour savoir qui sera le prochain dirigeant d'un éventuel groupe unifié dans la pétrochimie, ce qui saute aux yeux, c'est la stratégie commune à ces grands groupes capitalistes en temps de crise: s'acheter, se revendre, fusionner et aboutir à des empires capables d'affronter d'autres groupes gigantesques au niveau mondial.

Cela suppose des milliards à portée de main et beaucoup d'autres en réserve. Et tous ces milliards ne sont pas tombés du ciel. Ils sont nés de l'exploitation, pendant des années, de milliers de salariés dans le monde entier.

Tous ces grands groupes capitalistes n'ont qu'un seul objectif: rentabiliser à outrance pour accroître les profits. Il y a peu, Elf annonçait plus de huit milliards de profits et plus de deux mille licenciements. Aujourd'hui, les deux plans chiffrent leur fusion à 2 000 suppressions d'emplois, rien qu'en France. A l'étranger, ce serait 2000 de plus pour le plan TotalFina, et 4000 de plus pour celui d'Elf, qui se fixe un objectif de 15 milliards d'économies par an. Voilà qui sonne bien aux oreilles des actionnaires.

En fin de compte, on aboutit à cette situation absurde où les profits colossaux des multinationales ne s'investissent dans rien d'utile, ne créent aucune richesse supplémentaire, n'élargissent aucunement la production, ne créent aucun emploi, bien au contraire! Ces profits ne se multiplient que dans ces opérations purement spéculatives qui sont une ruine pour la société tout entière.

Il est scandaleux que les profits des entreprises ne soient pas utilisés à créer des emplois, mais gaspillés dans une course au gigantisme qui aggrave au contraire le chômage. Rien que les milliards qu'Elf est prêt à consacrer à racheter Total suffiraient pour assurer pendant dix ans le financement de 125000 emplois nouveaux à raison de 20000 F par mois, salaire plus charges.

La preuve est apportée chaque jour par les grandes entreprises elles-mêmes que l'argent existe pour financer le nombre d'emplois nécessaires, permettant de résorber immédiatement le chômage. Mais il faudra que les travailleurs obligent le gouvernement et le patronat à utiliser en priorité les immenses profits des grandes entreprises dans ce but.

Vincent GELAS

Martine Aubry et l'application de la loi Veil :

PAROLES, PAROLES !

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité a décidé d'améliorer l'application de la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse et l'information sur la contraception.

Un récent rapport du professeur Nisan a rappelé que l'accès à l'IVG était entravé par le manque de structures d'accueil et de personnel, par des délais d'attente trop longs. Il a préconisé un allongement du délai pendant lequel peut être pratiquée l'IVG de 10 à 12 semaines, comme dans beaucoup d'autres pays européens, et proposé de supprimer l'autorisation parentale pour les mineures.

Martine Aubry se dit d'accord avec l'allongement du délai à 12 semaines. Elle propose de débattre avec le corps médical et différentes associations de la suppression de l'autorisation parentale, sur laquelle elle se dit réservée. Elle souhaite que chaque service hospitalier de gynécologie ait une activité d'orthogénie et puisse proposer d'autres méthodes que l'IVG, comme le RU 486, pilule abortive qu'on peut prendre jusqu'à la sixième semaine de grossesse. Elle dit vouloir améliorer l'accueil dans les hôpitaux, créer dans chaque région un centre d'information sur l'IVG et la contraception, et faire une campagne de sensibilisation, en particulier en direction des jeunes et dans les établissements scolaires.

Bref, beaucoup de bonnes intentions... mais peu de moyens annoncés pour les mettre en application. On peut toujours faire sans trop de frais une campagne d'information. Mais prévoir, dans les hôpitaux, du personnel en nombre et formé, cela demande bien plus que la création de 20 postes de praticiens contractuels dont Martine Aubry fait état pour 1999. Et, dans les établissements scolaires où le manque de personnel est flagrant dans tous les domaines, auprès de qui les jeunes pourraient-ils trouver aide et information?

Il ne suffit pas d'avoir, de temps à autre, quelques bonnes idées ; encore faut-il tout mettre en œuvre pour pouvoir les réaliser. Et quand on voit les budgets d'austérité imposés aux services publics, hôpitaux et éducation, les paroles d' Aubry risquent fort de s'envoler.

Claire DESPLANTES

Libérez Romain Binazon et les sans-papiers emprisonnés !

Une manifestation de soutien à Romain Binazon, militant de la Coordination Nationale des Sans-papiers, emprisonné depuis le 7 juillet à la prison de Fleury-Mérogis, a rassemblé mardi 20 juillet environ 250 personnes aux abords de Matignon.

C'est sur un coin de trottoir qu'un membre du cabinet de Jospin a signifié à la délégation, qui était venue exiger la libération et la régularisation de Romain, que non seulement elle ne serait ni reçue, ni entendue, mais qu'elle devait s'adresser au ministère de l'Intérieur.

Un tel mépris, ce n'est pas cela qui va faire baisser les bras à tous ceux qui soutiennent Romain Binazon, ni à lui-même. D'autres actions sont envisagées cet été, pour contribuer à le faire libérer avant la date du procès, qui aura lieu en septembre.

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE n° 44

(juillet-août 1999)

Les élections européennes en France :
- Pour la première fois dans ce pays, des députés d'extrême gauche au Parlement européen
- Division et recul à droite, maintien de la «gauche plurielle», le PCF toujours au plus bas sur le plan électoral
- La nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques des travailleurs, des chômeurs, des jeunes
- Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire : continuer dans l'unité !

Tribune de la minorité
- Les élections sont passées, mais la campagne politique de LO-LCR doit continuer

La liste LO-LCR dans les élections européennes
- Documents
- Résultats

Ex-Yougoslavie
- Bilan sanglant et provisoire d'une guerre inachevée

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres

Kosovo

UN PROTECTORAT MILITARO-HUMANITAIRE QUI N'OFFRE AUCUN AVENIR AUX PEUPLES

Gamma

Kouchner entre le président de la Banque mondiale et Yves-Thibault de Silguy.

L'installation de Bernard Kouchner au Kosovo comme administrateur général de l'ONU présente bien des similitudes avec celle d'un gouverneur général en territoire colonial. Au moins formellement, il concentre tous les pouvoirs.

La situation n'est même pas celle de la Bosnie, pourtant devenue une sorte de protectorat international. Le haut-représentant de l'ONU y doit en principe respecter et composer avec les dirigeants nationalistes des différentes entités qui composent le pays. L'ONU les a fait formellement élire par les populations à la tête de chacune de ces entités, ainsi qu'au niveau collégial qui les chapeaute. Au Kosovo, rien de tel, puisqu'il n'y a pas la moindre instance dirigeante autochtone. Kouchner détient ses pouvoirs de l'ONU, de façon discrétionnaire.

Ainsi, ceux qui récusaient toute solution d'après-guerre qui aurait été placée sous le patronage direct de l'Otan et réclamaient que l'ONU en soit partie prenante peuvent peut-être s'estimer satisfaits. D'autant que le choix d'un personnage comme celui de Kouchner peut aussi servir malgré tout à donner à l'opération une touche vaguement « humanitaire ».

Si l'on ajoute à cela le fait qu'une grande partie des albanophones chassés du Kosovo, ou qui avaient fui, sont déjà revenus (entre 600 000 et 700 000 personnes, à l'heure actuelle, d'après les chiffres du HCR), les dirigeants occidentaux peuvent aujourd'hui présenter l'opération de l'Otan comme une réussite, au moins une victoire morale. De plus, Milosevic est contesté publiquement dans un nombre croissant de villes de Serbie, et son maintien au pouvoir est devenu aléatoire.

Alors, passées à la trappe les « bavures » des avions de l'Otan et leurs victimes, passé sous silence l'état de destruction de la Serbie. Évacué aussi le fait que le Kosovo est dangereusement truffé de beaucoup plus d'obus de l'Otan non explosés, que de mines posées par les Serbes.

Et les responsables des puissances impérialistes, responsables de tant de guerres et de massacres qui se perpétuent, de tant de régimes criminels, osent affirmer, Clinton en tête, que la morale et le respect des droits de l'homme vont désormais prévaloir et que leurs États avec leur bras armé, l'Otan, sauront se charger d'y veiller systématiquement. Il n'y aura plus de dictateurs impunis, assurent-ils !

Ce qu'il en est réellement, il suffit pour en juger – s'il en était besoin – de penser à la situation qui règne à travers l'Afrique, par exemple, aux régimes de répression sanguinaire et de terreur qui fonctionnent tranquillement de par le monde, au sort qui est fait aux Kurdes, aux Palestiniens et à bien d'autres peuples. Ou même il a suffi de voir le sinistre roi du Maroc parader à Paris le 14 juillet avec les honneurs et assuré de l'amitié de Chirac…

Quant au Kosovo, les puissances occidentales reconstruiront sans doute un minimum d'infrastructures collectives indispensables. Après tout, la province n'est guère plus vaste qu'un grand département français, et, à cette échelle, les puissances européennes peuvent y pourvoir sans même écorner les colossaux moyens financiers qu'elles réservent à leurs capitalistes.

D'ailleurs, quelques grands chantiers, dans les domaines de l'électricité, de l'eau, de la reconstruction de routes et de ponts, seront en eux-mêmes des opportunités de bonnes affaires pour les grands groupes, parmi lesquels les groupes français seront bien placés, n'en doutons pas, avec un ex-ministre français au poste de grand répartiteur des contrats.

Mais une chose demeure, c'est que le pouvoir réel de l'administrateur civil repose, en définitive, sur la présence des militaires de la KFOR. Et cette occupation par des troupes étrangères risque bien de devoir se prolonger bien longtemps, sans que les fossés de haine creusés entre les peuples soient près de se résorber, sans que les perspectives d'avenir pour les peuples en soient transformées positivement.

Christiane LE GUERN

Irak

17 civils tués par les bombardiers américains : SOUS LE TALON DE FER DE L'IMPÉRIALISME

Un nouveau raid de l'aviation américaine sur le sud de l'Irak vient de faire 17 morts civils, en majorité des femmes, des enfants et des vieillards.

Comme à d'autres occasions identiques, Washington prétend bien sûr avoir visé des objectifs militaires. Il reste que les Etats-Unis, en transformant le sud et une partie du nord de l'Irak en zone d'exclusion aérienne pour l'aviation de Saddam Hussein, se sont octroyé dans les faits le droit de survoler et de bombarder à leur guise une bonne partie de l'Irak.

Et, quels que soient les beaux discours des porte-parole de la Maison-Blanche, ces bombardements frappent plus souvent une population civile innocente. Sans remonter plus loin, on en a eu plusieurs exemples ces derniers mois.

Ce bombardement est, en effet, le plus meurtrier depuis celui de décembre dernier, baptisé « Renard du Désert » par les Etats-Unis, qui avait tué 62 militaires irakiens et bien plus encore de civils.

24 autres civils ont été également tués dans le bombardement de la région de Bassorah le 25 janvier, et douze autres, le 13 mai dernier, les cibles « militaires » étant cette fois-là… des bergers.

À cette pression militaire anglo-américaine, aussi odieuse que meurtrière pour la population civile, et qui ne soulève guère de désapprobation dès lors qu'il s'agit des droits des grandes puissances à remettre dans le rang des États moins forts, vient s'ajouter un embargo économique qui dure depuis neuf ans, lui aussi dévastateur pour la population, privée des biens de consommation les plus élémentaires, nourriture et médicaments notamment. Un embargo qui, bien qu'il ait été question de multiples fois d'y mettre un terme, continue d'empoisonner la vie quotidienne du peuple irakien.

Enfin, faut-il rappeler que l'Irak, pays riche en pétrole, doit également se plier à la dictature économique exercée sur cette matière première par les compagnies pétrolières impérialistes.

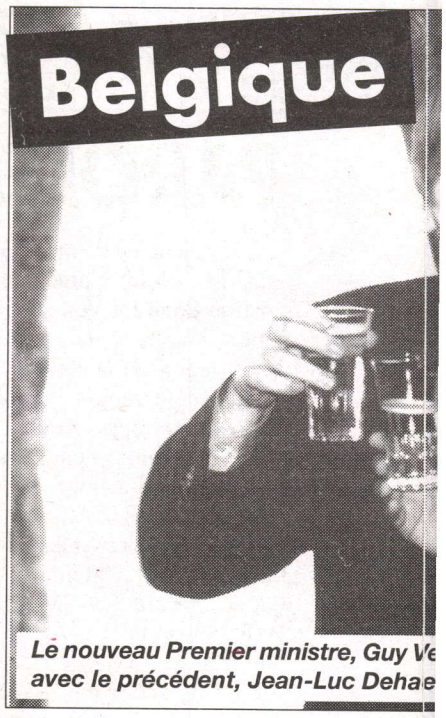
L'ONU a été appelée plus d'une fois en renfort par l'impérialisme pour justifier les exactions militaires des grandes puissances en Irak et ailleurs. Cette assemblée hypocrite vient de rappeler dans quel camp elle se situe, pas celui des peuples mais celui des possédants, en accordant l'équivalent de 17 milliards de francs de dédommagements à des compagnies pétrolières (Koweit Oil Company et une filiale saoudienne de Texaco, notamment), pour les préjudices que leur aurait causés la guerre du Golfe. Comme si les multinationales capitalistes n'étaient pas la pire cause de préjudices sur cette planète !

Avec l'embargo et les frappes militaires, les puissances impérialistes n'en continuent pas moins de prétendre punir ainsi un dictateur et assurent pouvoir ainsi le faire plier. Mais, en pratique, elles rendent surtout la vie impossible aux populations et d'abord aux plus déshérités, tandis que le dictateur continue de régner et les compagnies pétrolières de s'enrichir.

Souhaitons que l'impérialisme finisse par récolter rapidement la tempête qu'il sème ainsi en multipliant ses exactions contre les peuples sur tout le globe.

Jacques FONTENOY

Belgique



Le nouveau Premier ministre, Guy Ve avec le précédent, Jean-Luc Dehae

Les élections des députés au Parlement, au Sénat et aux Régions ont eu lieu le même jour que les élections européennes. La seule nouveauté réside dans la coalition dite « Arc-en-ciel » qui s'est installée dans les ministères. Quant à la future politique de cette nouvelle équipe, elle sera sans nul doute identique à la politique propatronale et antisociale mise

Russie

LES MILLIARDS DES PARASITES ET LEURS VICTIMES PAR MILLIONS

On a parfois du mal à imaginer concrètement comment, en quelques années, l'Union Soviétique, seconde puissance mondiale, a pu devenir un État en voie de clochardisation. Pourtant, il suffit parfois d'ouvrir un journal. Si, ces jours-ci, la presse a rapporté que la Russie figurait désormais au catalogue dressé par l'ONU des trente pays au monde où la population subit la famine, des journaux ont aussi raconté comment dans ce pays certains en « croquent ». Et pas qu'un peu.

Envolées, les réserves de la Banque centrale

On a tout d'abord appris que le FMI (Fonds Monétaire International), avant de décider s'il allait consentir un énième crédit à la Russie, avait lancé une enquête auprès de la Banque centrale de Russie pour savoir ce qu'était devenu son précédent prêt de 4,3 milliards de dollars. Il se serait… volatilisé.

En fait, c'est un secret de polichinelle. La presse russe en avait déjà parlé en son temps, tout comme elle avait relaté – ce dont le FMI feint maintenant de s'inquiéter – comment, de 1993 à 1998, une grande partie des réserves de la Banque centrale de Russie a été détournée. Les dirigeants de la Banque centrale et ceux du Kremlin ont tout simplement transféré ces réserves à une société-écran située dans un paradis fiscal, puis ils ont fait tourner les fonds à leur profit. Bien sûr, cette société-écran versait un intérêt à la Banque centrale : 7,5 %. Mais, dans le même temps, ces fonds alimentaient les « placements », en Suisse ou en Australie, des proches du Kremlin, dont une des filles d'Eltsine. Une partie de cet argent revint aussi en Russie pour être placé en bons d'Etat à 200 %, alimentant ainsi la caisse de dignitaires du régime et vidant celle de l'Etat. Car ces intérêts faramineux étaient versés, par un Etat russe financièrement aux abois, à des gens qui lui prêtaient en quelque sorte, et au prix fort, ce qu'ils lui avaient volé.

On connaît la suite : l'Etat russe ne pouvant plus verser de tels intérêts se déclara en faillite. L'effondrement financier d'août 1998 a, selon des données officielles, divisé par trois le niveau de vie de la population, précipitant des dizaines de millions de gens dans la misère.

Des plaines russes aux montagnes suisses

L'autre affaire qui a éclaté – rééclaté ces jours-ci, faut-il dire – vient de Suisse.

Le parquet de Genève vient en effet de bloquer les comptes locaux d'une vingtaine de personnalités russes, les soupçonnant de « *blanchiment d'argent sale* ». Parmi celles-ci on trouve, entre autres, Boris Bérézovski, celui que les Russes appellent « *l'oligarque n° 1* » (le « premier des richards »), et Pavel Borodine, gestionnaire du patrimoine immobilier du Kremlin, l'un et l'autre étant des hommes de confiance d'Eltsine.

Depuis quelque temps, le parquet général suisse a multiplié les perquisitions au siège de sociétés locales utilisées par des « nouveaux riches » russes. Entre autres choses, cela a mis en évidence que Bérézovski a détourné les rentrées en devises de la compagnie aérienne nationale russe, Aéroflot, grâce à une société qu'il a créée en Suisse avec le directeur-général d'Aéroflot, et surtout gendre d'Eltsine, le bien-nommé Akoulov (son nom signifie « requin » en russe). Mais la plus grosse affaire, dite de la société Mebatex, implique Eltsine lui-même. Pendant des années, cette société suisse de construction a servi à détourner, au profit de la famille Eltsine, des milliards de dollars censés servir à la réfection ou à l'entretien du Kremlin et d'autres bâtiments officiels.

Sur fond de luttes pour le pouvoir

Cet hiver, le parquet suisse – qui enquêtait sur d'autres affaires (trafic de drogue, détournement d'argent public, etc.) impliquant des officiels russes, dont des ministres – avait reçu l'appui de son homologue russe. C'est que, à l'approche de l'échéance de l'an prochain où Eltsine devrait céder la place à un autre président, les divers clans dirigeants se disputant la place cherchent à renforcer leur position. Et celui du Premier ministre d'alors, Primakov, n'était pas le plus mal placé pour attiser le zèle des juges contre « la famille », terme désignant les parents et alliés d'Eltsine. Mais, à ce petit jeu, Primakov a perdu sinon la partie, en tout cas la première manche : Eltsine l'a limogé. Quant au procureur général de Russie, faute d'avoir pu obtenir son départ, Eltsine et son clan l'ont privé de tout pouvoir. Et Bérézovski, qu'on avait vu se réfugier à Paris en posant à la victime de persécutions politiques – un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui en Russie –, a pu regagner Moscou. Et y reprendre ses affaires, déclarant récemment avec cynisme au journal *Le Monde* : « *Le meilleur des investissements, c'est la politique, c'est un investissements commercial* ».

Tout semblait donc rentrer dans l'ordre, quand le parquet suisse a eu le mauvais goût de relancer son enquête et de donner des noms. Quel manque de tact !

La procureur général de Suisse, elle, déclarait cet hiver à la presse russe qu'à force d'additionner les sommes douteuses provenant de Russie placées dans son pays, elle avait cessé de tenir un compte précis, les estimant toutefois au moins à cent milliards de dollars. Et cela, rien qu'en Suisse, car il y a tous les autres paradis fiscaux où les Bérézovski, Akoulov, Eltsine et des dizaines de milliers d'autres bureaucrates de moindre envergure « investissent », en même temps qu'ils se battent entre eux, en Russie, pour effectuer le placement le plus rentable qu'ils connaissent : tenter de placer au plus haut possible du pouvoir leur homme, celui qui protégera leurs affaires.

Pierre LAFFITTE

AFP

Des mineurs ukrainiens demandant le paiement de leurs salaires depuis… 20 mois !

…rhofstadt (à gauche) …e (à droite).

Gamma

ON CHANGE D'ÉQUIPE GOUVERNEMENTALE … ET ON RECOMMENCE !

en œuvre par la coalition précédente.

« Arc-en-ciel », s'annoncent donc les nouveaux gouvernements fédéraux, régionaux et communautaires ! Bleu pour les libéraux, rouge pour les socialistes (les seuls qui faisaient partie de la coalition précédente) et une touche plus ou moins accentuée de vert pour les écologistes.

Des deux côtés de la « frontière linguistique », les partis sociaux-chrétiens ont donc été les grands perdants de ces élections. Au pouvoir depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, très souvent avec les socialistes, ou en de rares exceptions avec les libéraux, ils ont été poussés sur la touche.

Les gouvernements précédents mettaient déjà en œuvre le programme des libéraux. Arrivés au pouvoir, ces derniers n'ont plus qu'à continuer. Guy Verhofstadt, dirigeant du parti libéral flamand, et nouveau Premier ministre fédéral a pu déclarer qu'il n'avait plus besoin du modèle de Margaret Thatcher car il se sentait très proche de la politique de Tony Blair. Mais est-ce Verhofstadt qui aurait glissé vers les socialistes, ou bien est-ce plutôt les socialistes à la Busquin-Vandenbroucke en Belgique, qui se sont installés sur le terrain des libéraux ?

Les Verts n'avaient encore jamais participé à une coalition gouvernementale. Bien qu'aucun des points qui les différenciaient des autres partis n'ait réellement été pris en compte dans les plates-formes gouvernementales… ils les ont quand même signées. Il n'y a qu'à la Région Bruxelles-capitale que le congrès des Verts a voté à une faible majorité contre la participation gouvernementale (alors que les prétendants au poste étaient pour) parce qu'ils n'auraient disposé que d'un strapontin de secrétaire d'État, et non d'un fauteuil de ministre, que le Parti Socialiste se réservait.

Pour caser d'autres prétendants, l'ensemble des ministres de la Région wallonne et ceux de la Communauté française ont voté le doublement de leurs effectifs : neuf ministres supplémentaires ont été embauchés. Peut-être est-ce là la première et dernière mesure sérieuse favorable à l'emploi de ces nouveaux gouvernants !

En tout cas, une chose est certaine : tout le monde ne sera pas du bon côté de l'arc-en-ciel. Le soleil va continuer à briller sur les riches, avec les subventions aux entreprises, les dégrèvements de charges et les privatisations des secteurs publics rentables. Par contre les averses de licenciements risquent de grossir et l'austérité budgétaire va continuer à faire pleuvoir sur les travailleurs les restrictions de crédits dans les administrations, le blocage salarial et les réductions des droits des chômeurs et des immigrés.

B. M.

TRUSTS DE LA PHARMACIE

AVENTIS... LES PROFITS

Manifestation dès travailleurs de Hoechst-Marion-Roussel, le 18 février dernier.

La création d'Aventis vient d'être officiellement décidée. Le 13 juillet, 99,5 % des actionnaires de Rhône-Poulenc se sont prononcés pour, et le 16 juillet 99,73 % de ceux de Hoechst. En décembre naîtra donc ce nouveau trust, leader mondial des « sciences de la vie » : 92 000 salariés dans le monde entier, 115 milliards de francs de chiffre d'affaires. Le siège mondial sera à Strasbourg. Celui d'Aventis-Pharma (84 milliards, 75 000 salariés) sera à Francfort, ville de Hoechst ; celui d'Aventis-Agriculture, à Lyon.

Mais cette fusion ne permettra pas de découvrir, de développer et de produire plus de médicaments et à meilleur marché, ce qui serait pourtant bien nécessaire pour l'ensemble de l'humanité. Son seul objectif est de dégager plus de profits. Les dirigeants annoncent dès maintenant qu'ils atteindront une rentabilité de 20 % (ce qui, sur le chiffre d'affaires actuel, représenterait quelque 23 milliards de profits) et que dès 2001 les bénéfices augmenteront.

D'ailleurs, pour aider les actionnaires à se décider, le patron de Hoechst leur a annoncé, pour cette année, 10 milliards de francs de dividende exceptionnel ! Tout ce qui se fait est donc dans l'intérêt exclusif des actionnaires, c'est-à-dire en fait de quelques dizaines de gros porteurs. En face d'eux, la santé de milliards d'humains ne compte pas, pas plus que les conditions de vie et de travail des dizaines de milliers de salariés du futur trust.

Car ces profits en hausse, ces milliards d'économies annoncés dès les premières années, cette rentabilité de 20 % destinée à faire flamber les actions en Bourse (cela a déjà commencé), seront obtenus par des suppressions d'emplois. Les conséquences sociales n'ont pas encore été annoncées précisément, mais toute la presse parle de 10 000 suppressions d'emplois, dont 3 000 en France. Une étude, connue début février grâce à une indiscrétion, et qui n'a jamais été démentie par la direction, préconisait la fermeture ou la vente de plus de la moitié des sites travaillant pour la pharmacie. Un représentant de Hoechst s'est même laissé aller à dire que l'idéal serait de conserver 10 à 15 sites de production pharmaceutique, sur les 70 existant actuellement.

C'est sans doute pour éviter au maximum les réactions des salariés que les dirigeants veulent s'associer les syndicats, leur réservant quelques sièges dans le futur Conseil de surveillance d'Aventis. Ces suppressions d'emplois se feraient en discutant avec les syndicats. La direction espère que certains d'entre eux l'aideront à convaincre que ces suppressions d'emplois sont nécessaires, dans l'intérêt bien compris des travailleurs.

En tout cas, le personnel de Hoechst et de Rhône-Poulenc a dès le début indiqué clairement ce qu'il pensait. En particulier en manifestant à plusieurs milliers, que ce soit à Francfort ou devant les sièges sociaux français à la Défense, ou à la Bourse de Paris, les salariés se sont prononcés contre toute suppression de poste, toute fermeture de site, tout arrêt d'activité. Et ils montreront à la rentrée qu'ils n'ont pas changé d'avis.

Correspondant LO

DES ÉTATS À LA BOTTE DES RICHES

Les actionnaires koweitiens ont obtenu, entre autres, de ne pas payer à l'État allemand la taxation de leur plus-value de 31 milliards de francs, dans l'opération Aventis. L'État allemand a ainsi accepté de perdre près de 14 milliards de francs.

Mais si un travailleur allemand ne paie pas ses impôts, là, pas de cadeau. Il aura droit, comme nous, à une saisie sur salaire, ou à l'huissier.

Extrait du bulletin LO Hoechst - Marion Roussel Compiègne du 17/5/99

LES « SCIENCES DE LA VIE » ET LES CHIMISTES DU GÉNOCIDE

La fusion, officiellement engagée cette semaine, entre les trusts de la chimie (ou plutôt, comme l'on dit aujourd'hui, des «sciences de la vie»), Rhône-Poulenc et Hoechst a donné l'occasion à des associations d'anciens déportés de la Seconde Guerre mondiale de rappeler le rôle sinistre joué par l'industrie chimique allemande dans le génocide des Juifs.

À l'époque des faits, les plus grandes entreprises chimiques d'Allemagne étaient regroupées au sein d'un gigantesque conglomérat appelé IG Farben. Après la guerre, pour donner le change et procéder à un semblant de réorganisation des entreprises ayant trop ouvertement trempé dans les crimes nazis, le groupe IG Farben fut scindé en plusieurs entreprises, dont Hoechst et BASF. D'ailleurs, un des premiers patrons de Hoechst avait été condamné par le tribunal de Nuremberg à cinq ans de prison pour «crimes contre l'humanité».

C'est donc bien l'ancêtre direct de Hoechst qui a non seulement fait travailler, jusqu'à ce que mort s'ensuive, des dizaines de milliers de déportés, mais également mis directement ses compétences industrielles au service de la «solution finale». En effet, lorsque l'État nazi décida de procéder à l'extermination notamment des Juifs et des Tziganes, il eut besoin de trouver des moyens techniques à la hauteur de son ignoble ambition. Aussi fit-il appel à IG Farben. Comme tout bon capitaliste qui se respecte, les patrons de l'entreprise mirent leurs ingénieurs à contribution pour honorer cette commande... et encaissèrent les profits qui en découlèrent. C'est ainsi que fut produit, pour alimenter les chambres à gaz de Treblinka, Auschwitz ou Sobibor, le gaz mortel Ziklon B.

IG Farben ne s'en tint pas là. Le responsable de l'association allemande Initiative contre l'oubli raconte ainsi que, *« simplement dans le camp d'Auschwitz, IG Farben est responsable de la mort de plus de 30 000 personnes [...] utilisées comme travailleurs de force »*. Plus de 10 000 déportés d'Europe de l'Est travaillaient quant à eux directement dans les usines IG Farben à Francfort, jusqu'à ce que l'épuisement les rende «inutilisables» et bons pour être envoyés à leur tour dans les chambres à gaz.

L'actualité économique permet de lever un petit coin du voile sur les agissements de Hoechst pendant la guerre. Mais il faut également rappeler que ce n'est pas seulement la branche chimique de l'industrie allemande qui a agi ainsi. Tout le grand capital allemand, voire le capital de tous les pays sous administration allemande, a été concerné.

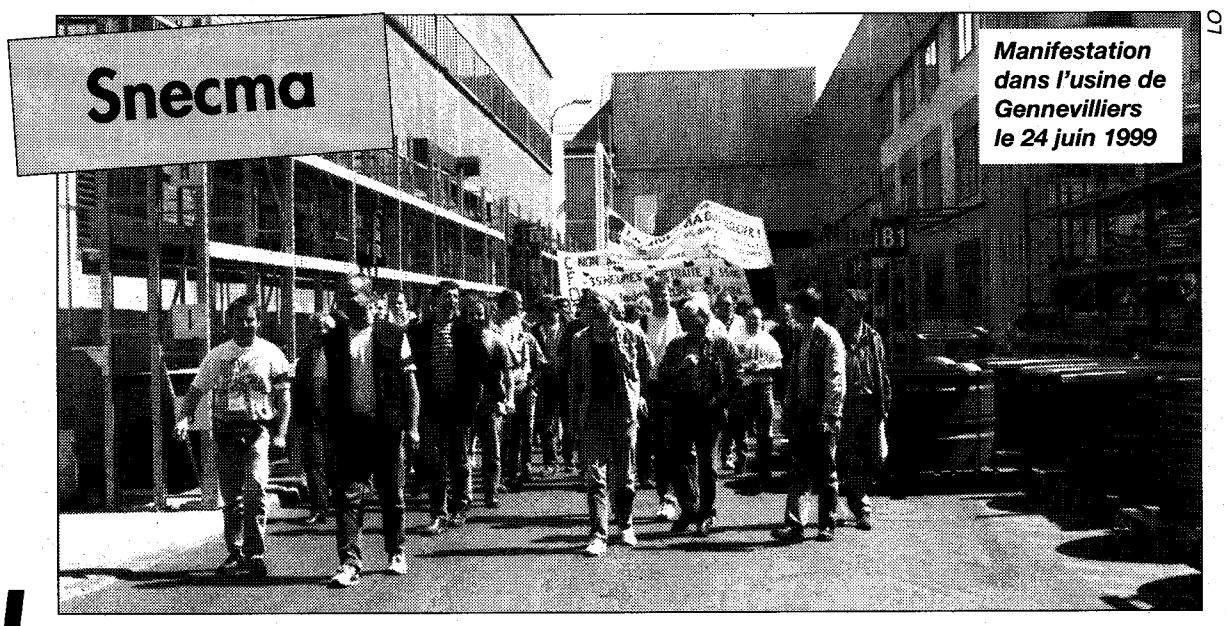
En Allemagne, la bourgeoisie a inondé le parti de Hitler de subsides, avant sa prise du pouvoir en 1933. La bourgeoisie savait en effet que seul Hitler et ses troupes auraient la «poigne» suffisante pour exterminer en Allemagne le mouvement ouvrier et entamer la marche vers la guerre. Les plus grandes entreprises allemandes ont ainsi été les bailleurs de fonds du parti national-socialiste, IG Farben, bien sûr, mais aussi Krupp, Thyssen, la Banque centrale de l'époque, et bien d'autres. Le jour de la nomination d'Hitler au poste de chancelier du Reich, le patriarche du groupe métallurgique Krupp déclara même : *«Je remercie le Seigneur de m'avoir permis de vivre assez longtemps pour pouvoir assister à l'accession au pouvoir de Monsieur Hitler.»*

Enfin, ces mêmes groupes ne se privèrent pas plus que IG Farben de faire travailler dans leurs usines ou sur leurs chantiers la main-d'œuvre gratuite que constituaient les déportés, dans des conditions plus épouvantables encore que celles qui étaient réservées aux esclaves. Ce fut le cas par exemple d'une des plus grandes entreprises de BTP allemandes, qui fit creuser par des déportés un tunnel entre l'Autriche et la Yougoslavie, à raison de 18 heures de travail par jour, pour deux bols de soupe quotidiens.

Les mêmes capitalistes qui ont ainsi réalisé d'énormes profits sur le sang de centaines de milliers de déportés ont continué de prospérer après-guerre, certains conservant même des places de choix dans l'appareil administratif du pays.

Pierre VANDRILLE

LE PERSONNEL REJETTE LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, MODE DIRECTION



Manifestation dans l'usine de Gennevilliers le 24 juin 1999

Le 8 juillet, à l'issue d'une consultation dans l'ensemble des établissements (Gennevilliers excepté) les travailleurs se sont prononcés à 53% contre le projet d'accord sur la RTT (Réduction du Temps de Travail) présenté par la direction et la CFDT. Sans les cadres, le rejet aurait été beaucoup plus massif: à l'usine de Corbeil par exemple, les cadres ont voté pour l'accord à 96%. Dans les secteurs ouvriers de production de Corbeil et Villaroche, le non atteignait 65%.

Le projet de RTT prévoyait à l'origine une baisse de la masse salariale (alors que la Snecma a de bons résultats financiers), une diminution des emplois, une aggravation des conditions de travail, et cela pas même pour 35 heures, mais pour 36.

Le refus de ce projet par une grande partie des travailleurs a suscité de l'agitation, dont deux manifestations générales à Paris, le 9 juin, puis le 30 juin (voir LO N° 1616 du 2 juillet 1999). Et depuis onze semaines il y avait des débrayages sporadiques dans différentes usines.

La direction de la Snecma a dû revoir plusieurs fois sa copie, retirant telle ou telle contrepartie. Mais en fin de compte il y avait toujours un solde négatif de 100 emplois, une modération des salaires, et la flexibilité.

Forte des concessions de la direction, celle-ci avec la CFDT – aidées en la circonstance des autres syndicats, excepté la CGT – proposait une consultation du personnel dans l'espoir d'en finir avec l'agitation. Ils espéraient noyer la partie des travailleurs mobilisée contre l'accord dans un vote de l'ensemble du personnel, cadres inclus. Eh bien cette manœuvre vient de se retourner contre eux, puisque la majorité rejette l'accord.

Des travailleurs disaient : «*Puisque la direction recule, il serait stupide de s'arrêter en chemin. C'est la période des congés ? Eh bien on remettra cela à la rentrée !*»

L'affaire n'en restera pas là, et il est possible que l'automne soit chaud à la Snecma.

Correspondant LO

Lever Haubourdin (Lille)

LES PRIMES POUR LES PATRONS DANS LA LESSIVE

Depuis trois ans, nous sommes sous le régime de la loi de Robien. Lever a bénéficié de 50% d'exonération de charges la première année et de 40% les deux années suivantes. Pour nous cela s'est soldé par la baisse de 8% de nos salaires, la baisse des effectifs et une augmentation de la productivité. Bien que 226 emplois aient été supprimés (sans licenciements), le chiffre d'affaires par salarié a augmenté de 3,101 millions de francs en 1995 à 3,444 millions en 1996. Quant à la valeur ajoutée par personne, elle est passée de 513 000 F (pour 1 261 salariés) en 1995 à 704 000 F (pour 858 salariés) en 1998.

L'accord de Robien, signé entre la direction, la CFDT et la CGC, prévoyait le maintien pour trois ans des effectifs au niveau où ils se trouvaient au moment de la signature. Par contre l'exonération des charges patronales était envisagée pour sept ans, même si la direction procédait à une nouvelle vague de départs.

Les trois années seront écoulées fin décembre 1999. Lever a la possibilité de reconduire l'accord de Robien ou bien de passer aux 35 heures «sauce Aubry». La direction a donc sollicité la Direction Régionale du Travail et de l'Emploi (DRTE) pour se renseigner sur la position de l'administration et pour tester les dispositions des syndicats sur l'avenir.

C'est le directeur adjoint de la DRTE qui est venu à l'usine. Il a d'abord rencontré les syndicats signataires du premier accord et ensuite il a rencontré la CGT et FO.

À ces derniers, il a fait une présentation qui se voulait offensive vis-à-vis du patron. Et comme un délégué lui demandait quels moyens il avait pour imposer «ses exigences» à Lever, il a prétendu qu'il pouvait suspendre les aides gouvernementales.

Pressé par la CGT et FO, il a fini par sortir le décret de la loi du 14 août 1996 qui donne la possibilité de prolonger le bénéfice de l'allégement de cotisations sociales pour l'employeur, avec comme condition le maintien de l'horaire collectif et «*en fonction des nouveaux engagements en termes d'emplois pris par l'employeur*». Si l'on en croit le passé récent, cela signifie que Lever peut encore supprimer des emplois.

De cela, tous les protagonistes de l'accord de Robien sont conscients puisque le directeur de la DRTE a sorti l'argument traditionnel de la «*pérennité du site*», argument usé jusqu'à la corde par la direction pour faire accepter les départs sans contrepartie en emplois, les licenciements et autre plan FNE.

Quant à la CFDT, elle a indiqué qu'il fallait que les «*emplois soient le plus près possible des effectifs actuels*». Le tout est de savoir ce que signifie pour elle «le plus près possible !»

En fait la direction est en train de comparer les possibilités que lui offrent les lois de Robien et Aubry, en termes d'emplois et de cadeaux de charges. Les deux sont si attrayantes qu'elle semble hésiter.

Quant à nous, il ne faudra pas que l'on hésite à se défendre, parce que la flexibilité et les réductions de salaires... on a déjà eu notre compte !

Correspondant LO

Port de Dunkerque

LA GRÈVE DES MARINS DU «FRESNEL»

Vingt-huit marins du Fresnel – un des quatre navires-câbliers de France Télécom – ont fait grève du 10 au 16 juillet dans le port de Dunkerque pour obliger leur direction à respecter le rythme de travail convenu : deux mois en mer, un mois de repos.

Haute technologie pour hauts profits

La pose et l'exploitation de câbles en fibres optiques est en plein boom aux quatres coins du monde. Les transmissions numériques et l'avènement d'Internet ont ouvert un formidable marché. Le dernier câble posé qui relie l'Allemagne au Japon et qui fait escale dans quarante pays, a 40 000 km de long. Pour se brancher sur ce pactole, France Télécom veut filialiser dès janvier 2000 son activité «câbles et réseaux» en s'associant avec un producteur de fibres optiques, par exemple avec Alcatel. France Télécom manie les capitaux par milliards. Elle vient de se porter acquéreur pour un milliard de dollars d'une participation dans un réseau de télévision par câble en Angleterre. Pour la pose, la maintenance et la réparation des câbles, elle se vante d'utiliser des petites merveilles de technologie, les robots les plus modernes, jusqu'à des profondeurs de 1 500 m.

Conditions de travail : en arrière toute

Mais en ce qui concerne les conditions de travail, l'heure est au retour en arrière. Comme tous les capitalistes, France Télécom – qui est encore possédée à 60% par l'État – veut réduire la masse salariale en s'en prenant aux conditions de vie et de travail des équipages des navires-câbliers.

Lorsqu'un quatrième navire a été mis en service il y a deux ans, la direction de France Télécom n'a pas embauché. Elle a réparti les équipages des trois navires sur les quatre bateaux. Tout juste a-t-elle pris des marins en CDD, mais sans perspective d'embauche. Elle a même pour projet d'imposer aux marins des équipes de douzes heures (contre huit actuellement) pour gagner un tiers de personnel. Ainsi, soit elle ne respecte pas le rythme de travail convenu, soit elle limite les équipages lors des escales techniques.

Au début du mois, les marins du *Raymond-Croze* ont fait grève à la Seyne-sur-Mer pour être assez nombreux durant une escale technique en Turquie. Devant leur grève, la direction a reculé.

Les marins du *Fresnel* ont, eux, appris le 10 juillet qu'ils ne rentreraient que le 5 août au mieux à Dunkerque de la campagne de pose en mer d'Islande qui commençait le soir même. En fait, le retour pouvait tout aussi bien s'effectuer le 8 août en cas de mauvais temps. Cela alors qu'habitant loin de Dunkerque, ils y sont pour réparation et essais depuis la fin du mois de mai. Leurs vacances d'été avec leur famille étaient donc remises en cause. D'ailleurs, les marins accumulent les jours de congés, soixante, quatre-vingt-dix jours et plus sans pouvoir les prendre. Ils se sont mis en grève dans la journée exigeant d'être rapatriés de Reykjavik à la fin du mois. Après quelques jours de grève, les patrons ont préféré perdre le contrat de 12 millions de francs plutôt que d'accepter les revendications des marins... puisqu'ils ne veulent pas embaucher. Les marins ont donc repris le travail avec l'espoir d'être enfin relevés et de pouvoir partir en congés.

Peugeot-Poissy (Yvelines)

Syndicat pro-patronal, LA CSL SE DISSOUT ET REJOINT FO

C'est officiel depuis le 12 juillet, l'équipe dirigeante de la CSL a annoncé sa décision de rejoindre FO, syndicat qui, à Poissy, lui dispute depuis de nombreuses années les faveurs de la direction. Grâce à ce mariage d'intérêt, la CSL va pouvoir se débarrasser de sa défroque de syndicat garde-chiourme des intérêts patronaux, se fondre dans un syndicat représentatif à l'échelle nationale, tout en gardant le contrôle du Comité d'entreprise.

Des groupes de choc antiouvriers

Pendant de longues années en effet, comme chez Citroën, les travailleurs de Poissy ont subi un véritable régime policier. Non que la répression patronale n'ait pas sévi dans les autres usines du pays, mais chez Simca-Chrysler, qui s'appellera ensuite Peugeot-Talbot, puis Peugeot, le patron avait mis en place un système d'encadrement musclé, composé bien sûr de chefs et de sous-chefs aux ordres, mais aussi d'un syndicat-maison chargé d'imposer la loi patronale par un quadrillage implacable dans toute l'usine comme dans les quartiers HLM de Poissy où habitaient nombre d'ouvriers.

Ces militants « syndicaux » avaient été recrutés directement pour maintenir l'ordre dans l'usine. Priorité était donnée aux gros bras, aux nervis anticommunistes, aux brutes, professionnels de la répression et même aux voyous notoires. Par ailleurs, les ateliers étaient peuplés de mouchards dont la mission était de repérer les adhérents cachés de la CGT et de la CFDT, ou tout simplement tout ouvrier rebelle à « l'ordre CSL ».

Pendant de nombreuses années, distribuer un tract à la porte de l'usine était impossible sans bagarre, parfois sanglante. Les nervis du patron agissaient partout où ils se croyaient impunis. Ils intervenaient en commandos, armés de barres de fer, quand ce n'était pas avec des revolvers, comme en 1972 où un commando de la CFT, ancêtre de la CSL, attaqua des diffuseurs de la CGT aux portes de l'usine VMC à Reims et tira sur le groupe, tuant l'un d'entre eux. Suite à ce meurtre, la CSL succéda à la CFT et continua à faire régner la violence antiouvrière.

1982, l'explosion ouvrière

Mais en avril 1982, chez Citroën, à Aulnay, ce fut l'explosion. 4 000 ouvriers entrèrent en grève aux cris de « *L'esclavage, c'est fini !* » La barrière du silence et de la peur vola en éclats. La grève s'étendit en juin à Talbot-Poissy. Dans ces deux usines de l'automobile, la campagne de la CGT pour des élections libres convergea avec un profond mécontentement des ouvriers. Les conditions de travail y étaient très dures et la répression directe et brutale. Les travailleurs étaient en grève pour la dignité et la liberté.

Dans leur combat, ils crurent pouvoir compter sur la gauche au gouvernement depuis un an. Mais ils durent vite déchanter. Victimes comme tous les travailleurs du blocage des salaires décrété en juin 82 par le gouvernement PS-PCF, les travailleurs de Talbot durent non seulement faire face à la répression patronale et aux exactions armées de la CSL lors de la grande grève de l'hiver 83-84 contre le licenciement de 3 000 ouvriers, mais ils eurent en face d'eux le gouvernement qui soutenait publiquement les licenciements, proposant de les ramener à « seulement » 2 000. Ils se virent également lâchés par la CGT, en pleine grève, qui, solidarité gouvernementale oblige, choisit de se rallier au plan gouvernemental, le présentant comme une victoire.

Beaucoup de grévistes furent licenciés ou quittèrent l'usine, écœurés. La CGT perdit une grande partie de son influence acquise dans les luttes précédentes. La CSL en profita, avec tous les avantages et les positions que lui offrait la direction, pour réoccuper le terrain, sans toutefois remettre en service ses commandos de gros bras dans et aux portes de l'usine.

AFP

Des membres de la CSL, cadres et ouvriers, manifestant pour la «liberté du travail» au moment des violents affrontements de 1982 avec les grévistes.

Une antenne de la direction dans les ateliers

Depuis, la CSL est toujours omniprésente dans les ateliers et, avec ses tracts, aux portes de l'usine. Elle sert surtout d'antenne de la direction et l'informe sur ce qui se passe dans les ateliers.

Alors, pourquoi, dans ces conditions, la CSL de Poissy ne se maintient-elle pas, bien qu'aux dernières élections de délégués du personnel, avec 3 112 voix et 43 % au 1er collège, elle ait fait encore bien plus que la CGT (17 %) et même que FO (27 %) ? C'est que la situation au niveau du groupe a changé. Son nouveau PDG, Folz, a déclaré son intention de privilégier désormais le dialogue avec les organisations syndicales représentatives à l'échelle nationale, ce qui n'est pas le cas de la CSL. Folz a même choisi le moment opportun pour faire des gestes en direction de la CGT, dans l'espoir évident qu'elle signerait l'accord sur les 35 heures. Ce qui n'a pas été le cas.

La CSL Poissy affirme ne pas vouloir être écartée plus longtemps des négociations de branches. C'est la raison officielle pour laquelle elle rejoint FO.

Mais cela fait-il pour autant de la CSL « en mutation » un syndicat comme les autres ? Certainement pas. Les travailleurs ne sont pas près d'oublier le passé, pas si lointain, de cette officine de barbouzes et de nervis, fidèles exécuteurs des basses œuvres et de la violence patronales. Et ses responsables ont beau changer de boutique syndicale, ils n'en restent pas moins au service du patron.

Correspondant LO

nos lecteurs écrivent

• Précarité à Barcelone

Nous avons reçu le témoignage d'une salariée du textile à Barcelone :

« À Barcelone et dans la région, en ce qui concerne les petits ateliers du textile ou de la chaussure, huit petites annonces sur dix concernent un emploi sans contrat. Ainsi, les patrons jouent avec la loi et ne respectent aucune convention.

Je m'appelle Pilar et je travaille dans un petit atelier de confection à Barcelone. Nous sommes sept ouvrières, mais deux seulement ont un contrat. Les cinq autres, nous travaillons pour un salaire inférieur à celui des embauchées. On nous paye 500 pesetas de l'heure (20 F) mais nous ne travaillons que 20 ou 25 heures par semaine. Les maillots de bain que nous fabriquons sont vendus dans les magasins chics de Barcelone et de Madrid (El Corte Inglès, équivalent du Printemps à Paris). Tout cela sans protection sociale, pas d'arrêt maladie ni de droit au chômage ou à la retraite. Rien. »

• Précarité dans un institut de sondage

Je suis étudiante en IUFM et j'aurais aimé témoigner des conditions de travail et de salaire à l'IFOP (Institut français d'opinion publique) ou plus précisément dans l'un de ses sous-traitants.

En effet, comme de nombreux étudiants, j'ai cherché un job pour cet été. Postuler et être embauchée dans un institut de sondages me semblait facile. Après une journée de formation non payée, l'embauche fut immédiate. Mais alors à quelles conditions !

Chez le sous-traitant de l'IFOP où je travaille depuis quelques semaines, des gens sont pris pour faire des sondages, des enquêtes par téléphone. En général postulent des étudiants, des intermittents du spectacle, et des chômeurs de plus ou moins longue durée. Si la moyenne d'âge reste jeune, il y a aussi des personnes de 45, voire 50 ans.

Dans ce genre d'entreprise, pas de contrat stable : la règle, c'est le contrat de vacation. D'entrée on nous prévient : « C'est un contrat au jour le jour qui se distingue par sa particulièrement grande précarité. »

Un contrat de ce genre signifie qu'après une journée de travail rien ne garantit qu'on reviendra travailler le lendemain.

L'autre aspect révoltant c'est le salaire. L'enquêteur est payé uniquement pour les questionnaires remplis dans les règles en interrogeant les personnes qui le veulent bien.

Le prix du questionnaire est très variable, en fonction de la difficulté qu'on a à le placer. Ainsi il peut être payé de 5 à 50 F et peut durer de 5 à 40 minutes. En plus du prix du questionnaire, il y a sur le contrat de travail ce qu'on appelle l'objectif de cadence, productivité au-delà de laquelle on touche une prime (de 1 F) par questionnaire supplémentaire.

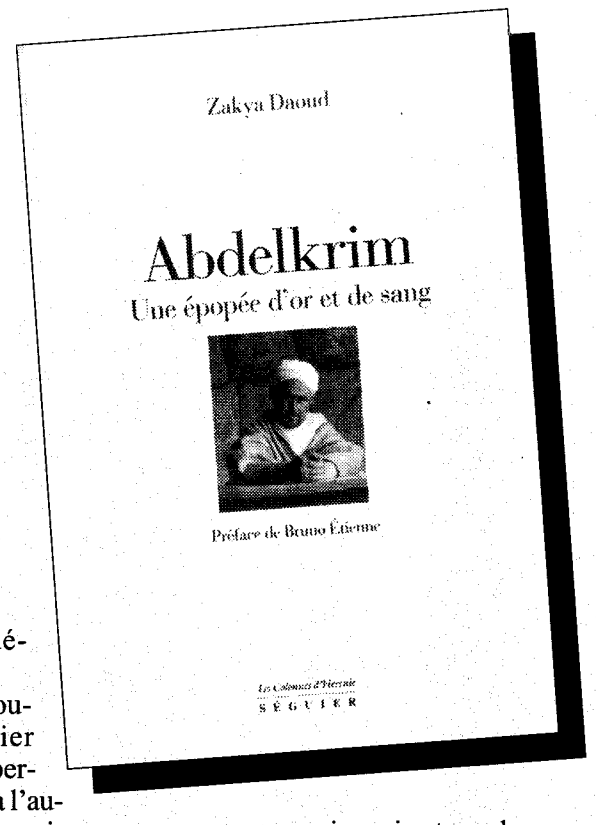
Le prix du questionnaire et l'objectif de cadence nous assurent théoriquement l'équivalent du Smic horaire. Mais ce n'est que théorique : les heures passées à essayer de placer des questionnaires sont du travail non payé. Et en plus, quand une étude évolue, les quotas changent et c'est de plus en plus dur de trouver des personnes « ciblées ». Il est fréquent, lors d'une étude, de faire 0 F pendant 2, voire 3 heures. Au bout du compte, après les 5 heures de travail réglementaires, on s'en tire avec un salaire inférieur au Smic, parfois de moins de 30 F de l'heure. (...)

Voilà brièvement comment, via les sous-traitants, les grands instituts de sondages usent et abusent de la précarité.

On aimerait savoir combien l'IFOP est payé par étude terminée !

A.S., Paris

Abdelkrim
une épopée d'or et de sang
de Zakya Daoud



Une fois passée une courte mais très pédante préface d'un universitaire prétentieux, le livre fait le récit historique et précis de la guerre coloniale que menèrent les armées espagnoles et françaises, dans le Rif marocain, au nord du Maroc, de 1921 à 1926. Il existe très peu de livres sur cette période, ce qui rend celui-ci d'autant plus intéressant.

La guerre du Rif fut la conséquence de la conquête du Maroc que la France et l'Espagne s'étaient partagé au début du siècle, partage qui attribuait le Rif (et ses richesses minières) à l'Espagne. Sous la conduite d'Abdelkrim et pour l'indépendance de leur région, les Rifains, pour l'essentiel les paysans pauvres de ces montagnes, infligèrent défaite sur défaite aux troupes espagnoles qui durent évacuer, au début de l'année 1925, les trois quarts du territoire qui leur avait été attribué. Abdelkrim commença alors la mise en place d'un État rifain indépendant et qui se voulait progressiste, convaincu qu'il pourrait entretenir de bonnes relations avec la France. Mais pour l'impérialisme français, l'entreprise d'Abdelkrim représentait un danger pour sa propre domination sur le reste du Maroc et, dès mai 1924, le maréchal Lyautey demandait des renforts pour soutenir les troupes espagnoles, relayé en 1925 par le maréchal Pétain. En fait, la France commençait une guerre coloniale atroce, contre les quelque trois millions d'habitants, à peu près totalement dépourvus d'armes et de moyens techniques, que comptait le Rif.

En s'appuyant sur de nombreux documents, Zakya Daoud retrace comment les combattants d'Abdelkrim tinrent en échec les troupes espagnoles et françaises avant d'être écrasés sous le nombre. Plus de 350 000 hommes utilisant les gaz de combat, placés sous les ordres du maréchal Pétain et de 60 généraux, 32 divisions, 44 escadrilles bombardant sans relâche la région, furent nécessaires pour venir à bout de la résistance des Rifains. La répression fut féroce et le dirigeant nationaliste Abdelkrim déporté à La Réunion.

Le livre rapporte non seulement le combat d'Abdelkrim et ses tentatives politiques pour trouver un compromis avec le gouvernement français mais également la campagne que le jeune Parti Communiste français mena parmi la classe ouvrière de France contre l'intervention militaire dans le Rif, réclamant l'évacuation immédiate du Maroc et la reconnaissance du Rif. Dans une brochure de 1926, on pouvait lire : « *Le Parti Communiste dit aux travailleurs français : quel est ton ennemi ? C'est le patronat, l'État français, l'impérialisme français, dernière forme du capitalisme. Quel est l'ennemi du Rifain ? Le même. Donc, les travailleurs français doivent soutenir les Rifains et considérer les peuples coloniaux comme des frères de misère puisque, comme eux, ils luttent contre le même ennemi...* » Et ni les saisies de *L'Humanité* ni la répression contre les militants et les manifestations n'arrêtèrent la campagne développée par le PC dans ces années-là, un PC qui n'était pas encore complètement gangrené par le stalinisme, le nationalisme et le réformisme comme il l'était, trente ans plus tard, lorsque la guerre d'Algérie commença et qu'il renonça alors à dénoncer les menées de l'impérialisme français contre la population algérienne en lutte pour son indépendance.

Abdelkrim mourut en février 1962, ce qui permet d'ailleurs à l'auteur de parcourir rapidement ces années de luttes contre l'impérialisme dans tous les pays du Maghreb.

Livre d'histoire, il se lit d'une traite et permet de comprendre ce que fut la guerre du Rif et la violence exacerbée de la répression coloniale contre ceux qui osaient se dresser contre les puissances impérialistes, espagnole et française.

Lucienne PLAIN

Abdelkrim, Une épopée d'or et de sang, *de Zakya Daoud, Editions Séguier, 450 pages, 149 francs.*

ARC

L'armée rifaine en 1992

La pacification
de Azzédine Bounemeur

Ce livre fait le récit de l'année 1957 en Algérie, vécue par un jeune combattant nationaliste algérien du FLN, et de la façon dont le gouvernement impérialiste français tentait d'imposer sauvagement sa loi.

Il ne s'agit pas là d'un texte littéraire mais du récit romancé, à la première personne, de ce que fut la vie des combattants de l'armée nationaliste algérienne, l'ALN, de ses chefs et de la foule des petites gens qui les soutenaient et les supportaient. Azzédine Bounemeur, l'auteur qui fut l'un d'eux, nous dit aussi les rivalités, les inimitiés et les ambitions concurrentes des chefs, leur autoritarisme, le peu de cas qu'ils faisaient du petit peuple, de ses intérêts et de ses souhaits, leurs préjugés et d'abord leur misogynie. Poignantes sont les vies de ces étudiantes dévouées à cette lutte de libération nationale qui, à leurs yeux, était nécessairement associée à la lutte pour la libération des Algériennes bafouées humiliées, mariées de force...

A la Toussaint 1954, le FLN algérien, regroupement d'activistes nationalistes issus du parti de Messali Hadj, avait déclenché l'insurrection armée contre le pouvoir colonial français. Les maquis de l'ALN, Armée de Libération Nationale, avaient essaimé dans toute la campagne. Ils contrôlaient secrètement douars et mechtas, vivant sur l'habitant, sur la base du consentement mais aussi parfois par la contrainte. Les paysans supportaient le poids de cette guérilla, ravitaillant les maquis, cachant et soignant les blessés, hébergeant et guidant les dirigeants en mission, fournissant guetteurs et messagers, ainsi que des porteurs pour acheminer parfois à dos d'homme vivres et armes, de cache en cache.

La tenue d'une réunion de l'ONU consacrée à « la question algérienne » provoqua la décision du FLN d'appeler, à Alger, à une grève générale des ouvriers, des employés, des commerçants et des élèves des écoles afin de démontrer à l'opinion internationale le soutien dont il jouissait dans toute la population. Cette grève fut brisée par la police et l'armée françaises. Le FLN engagea alors une série d'attentats aveugles visant la population d'origine européenne. Des bars et dancings sautèrent, faisant des dizaines de morts et de nombreux blessés. Le gouvernement saisit ce prétexte pour donner les pleins pouvoirs, civils et militaires, à l'armée. Les paras de Massu arrêtèrent alors en masse et torturèrent systématiquement dans la casbah d'Alger. L'organisation locale du FLN fut démantelée, les dirigeants survivants durent fuir vers la Tunisie ou le Maroc. La même politique, les mêmes méthodes étaient appliquées dans les campagnes. Les mechtas et les récoltes furent brûlées, les troupeaux égorgés, les habitants regroupés dans des camps. Il y eut jusqu'à 1 500 000 internés sur une population de 9 millions de personnes.

Ce fut cela « la pacification », comme la nommèrent alors les gouvernants et la presse française et qu'évoque de façon détaillée Azzédine Bounemeur.

Alain VALLER

La pacification *d'Azzédine Bounemeur, Écritures Arabes, L'Harmattan, 233 p, 110 F.*

Les militants de Lutte Ouvrière font étape dans votre ville

Cet été, les militantes et les militants de Lutte Ouvrière feront étape dans de nombreuses régions et villes du pays, afin d'aller au-devant de tous ceux, militants de gauche, sympathisants, électeurs, qui souhaitent mieux connaître nos idées.

Nos camarades mettent à profit la période de l'été et des congés pour discuter de ce qui serait nécessaire pour que change la situation actuelle, dure pour l'ensemble du monde du travail, dure pour toutes les familles populaires, dure pour tous les pauvres. Car il est urgent que cela change vraiment et que les jeunes, les travailleurs, ceux qui ont un emploi comme tous ceux qui en cherchent un, se concertent sur les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pour y réussir. Le chômage, véritable catastrophe sociale, pourrait reculer rapidement si l'on imposait au gouvernement de cesser de subventionner de multiples façons les patrons, moyens et grands, et s'il commençait lui-même par embaucher massivement dans les services publics, dans les hôpitaux, les transports en commun, la construction de logements sociaux, etc. Des moyens à mettre en œuvre, des objectifs de lutte à se fixer pour renverser radicalement la situation dans un sens favorable au monde du travail, voilà ce dont nous voulons discuter.

Nous installerons un petit chapiteau sur l'une des places de la ville-étape, sous lequel chacun pourra trouver, entre autres, le livre d'Arlette Laguiller (*Paroles de prolétaires*), des journaux, des brochures, un montage vidéo et des militants de Lutte Ouvrière. Nous vous invitons cordialement à venir discuter du communisme, de la situation de la classe ouvrière aujourd'hui, de la nécessité et des moyens de reprendre l'initiative pour arrêter les coups du patronat et du gouvernement, et de bien d'autres choses qui concernent l'avenir du mouvement ouvrier.

À bientôt, donc. Soyez au rendez-vous !

DRÔME-ARDÈCHE

jeudi 22 juillet
PÉAGE-DE-ROUSSILLON (Isère)
vendredi 23 juillet
ROMANS (Drôme)
samedi 24 juillet
PRIVAS (Ardèche)
lundi 26 juillet
VALLON-PONT-D'ARC (Ardèche)
mardi 27 juillet
CREST (Drôme)
mercredi 28 juillet
MONTÉLIMAR (Drôme)
jeudi 29 juillet
NYONS (Drôme)
vendredi 30 juillet
PIERRELATTE (Drôme)
samedi 31 juillet
AUBENAS (Ardèche)

SAVOIE-DAUPHINÉ

jeudi 22 juillet
FONTAINE (Isère)
vendredi 23 juillet
SAINT-MARCELLIN (Isère)

PICARDIE

jeudi 22 juillet
GUISE (Aisne)
vendredi 23 juillet
AULNOYE (Nord)
samedi 24 juillet
HIRSON (Aisne)

NORD-PAS-DE-CALAIS

lundi 26 juillet
HESDIN (Pas-de-Calais)
mardi 27 juillet
BÉTHUNE (Pas-de-Calais)
mercredi 28 juillet
AIRE-SUR-LA-LYS (Pas-de-Calais)
jeudi 29 juillet
ARQUES (Pas-de-Calais)
vendredi 30 juillet
BRAY-DUNES (Nord)
samedi 31 juillet
CALAIS (Pas-de-Calais)
dimanche 1er août
BERCK-SUR-MER (Pas-de-Calais)
mardi 3 août
WISSANT (Pas-de-Calais)
mercredi 4 août
WIMEREUX (Pas-de-Calais)
jeudi 5 août
BOULOGNE-SUR-MER (Pas-de-Calais)
vendredi 6 août
ETAPLES (Pas-de-Calais)
samedi 7 août
STELLA-PLAGE (Pas-de-Calais)

GARD-VAUCLUSE

jeudi 22 juillet
SORGUES (Vaucluse)
vendredi 23 juillet
LE PONTET (Vaucluse)
samedi 24 juillet
UZÈS (Gard)

AUDE-ARIÈGE

jeudi 22 juillet
LEZIGNAN (Aude)
vendredi 23 juillet
CARCASSONNE (Aude)
samedi 24 juillet
TREBES (Aude)

BRETAGNE SUD

jeudi 22 juillet
HENNEBONT (Morbihan)
vendredi 23 juillet
QUIMPERLÉ (Finistère)
samedi 24 juillet
NEVEZ (Finistère)
lundi 26 juillet
DOUARNENEZ (Finistère)
mardi 27 juillet
TELGRUC-SUR-MER (Finistère)
mercredi 28 juillet
QUIMPER (Finistère)
jeudi 29 juillet
CHATEAULIN (Finistère)
vendredi 30 juillet
SAINT-GUENOLÉ (Finistère)
samedi 31 juillet
AUDIERNE (Finistère)

ÉTANG DE BERRE

jeudi 22 juillet
FOS-SUR-MER (Bouches-du-Rhône)
vendredi 23 juillet
ARLES (Bouches-du-Rhône)
samedi 24 juillet
ARLES (Bouches-du-Rhône)
lundi 26 juillet
MIRAMAS (Bouches-du-Rhône)
mardi 27 juillet
ISTRES (Bouches-du-Rhône)
mercredi 28 juillet
ROGNAC (Bouches-du-Rhône)
jeudi 29 juillet
BEAUCAIRE (Gard)
vendredi 30 juillet
CHÂTEAUNEUF-LES-MARTIGUES (Bouches-du- Rhône)
samedi 31 juillet
SAINT-CHAMAS (Bouches-du-Rhône)

CHARENTE-MARITIME

jeudi 22 juillet
NIORT (Deux-Sèvres)
vendredi 23 juillet
SAINTES (Charente-Maritime)
samedi 24 juillet
LE BOIS-PLAGE-EN-RÉ (Charente-Maritime)
lundi 26 juillet
DOMINO (Charente-Maritime)
mardi 27 juillet
ROCHEFORT (Charente-Maritime)
mercredi 28 juillet
SAINT-PIERRE D'OLÉRON (Île d'Oléron)
jeudi 29 juillet
LA TREMBLADE (Charente-Maritime)
vendredi 30 juillet
AYTRÉ (Charente-Maritime)

SAÔNE-ET-LOIRE

lundi 26 juillet
LOUHANS (Saône-et-Loire)
mardi 27 juillet
LONS-LE-SAUNIER (Jura)
mercredi 28 juillet
TOURNUS (Saône-et-Loire)
jeudi 29 juillet
MÂCON (Saône-et-Loire)
vendredi 30 juillet
GUEUGNON (Saône-et-Loire)
samedi 31 juillet
BOURBON-LANCY (Saône-et-Loire)
lundi 2 août
MONTCEAU-LES-MINES (Saône-et-Loire)
mardi 3 août
LE CREUSOT (Saône-et-Loire)
mercredi 4 août
AUTUN (Saône-et-Loire)
jeudi 5 août
CHAGNY (Saône-et-Loire)
vendredi 6 août
CHÂLON-SUR-SAÔNE (Saône-et-Loire)
samedi 7 août
CHÂLON-SUR-SAÔNE (Saône-et-Loire)

ROUSSILLON

lundi 26 juillet
CANET-PLAGE (Pyrénées-Orientales)
mardi 27 juillet
ARGELÈS-PLAGE (Pyrénées-Orientales)
mercredi 28 juillet
PORT-BARCARÈS (Pyrénées-Orientales)
jeudi 29 juillet
COLLIOURE (Pyrénées-Orientales)
vendredi 30 juillet
PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales)
samedi 31 juillet
GRUISSAN-PORT (Pyrénées-Orientales)
lundi 2 août
SAINT-CYPRIEN-PLAGE (Pyrénées-Orientales)
mardi 3 août
ARGELÈS-PLAGE (Pyrénées-Orientales)
mercredi 4 août
PORT-LEUCATE – LA FRANQUI (Pyrénées-Orientales)
jeudi 5 août
PORT-VENDRES (Pyrénées-Orientales)
vendredi 6 août
SAINTE-MARIE-PLAGE (Pyrénées-Orientales)
samedi 7 août
CÉRET (Pyrénées-Orientales)

BRETAGNE NORD

lundi 2 août
BREST (Finistère)
mardi 3 août
LANDERNEAU (Finistère)
mercredi 4 août
ROSCOFF (Finistère)
jeudi 5 août
MORLAIX (Finistère)
vendredi 6 août
GUINGAMP (Côtes-d'Armor)
samedi 7 août
LANNION (Côtes-d'Armor)
lundi 9 août
TREBEURDEN (Côtes-d'Armor)
mardi 10 août
PAIMPOL (Côtes-d'Armor)
mercredi 11 août
BINIC (Côtes-d'Armor)
jeudi 12 août
LAMBALLE (Côtes-d'Armor)
vendredi 13 août
PLENEUF-VAL-ANDRÉ (Côtes-d'Armor)
samedi 14 août
DINAN (Côtes-d'Armor)

PROVENCE

lundi 2 août
AIX-EN-PROVENCE (Bouches-du-Rhône)
mardi 3 août
AIX-EN-PROVENCE (Bouches-du-Rhône)
mercredi 4 août
MANOSQUE (Alpes de Haute-Provence)
jeudi 5 août
LA SEYNE-SUR-MER (Var)
vendredi 6 août
GARDANNE (Bouches-du-Rhône)
samedi 7 août
BRIGNOLES (Var)
lundi 9 août
SAINT-MAXIMIN (Var)
mardi 10 août
LA CIOTAT (Bouches-du-Rhône)
mercredi 11 août
AUBAGNE (Bouches-du-Rhônes)
jeudi 12 août
MARSEILLE (Bouches-du-Rhône)
vendredi 13 août
MARSEILLE (Bouches-du-Rhône)
samedi 14 août
MARSEILLE (Bouches-du-Rhône)

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995